

« L'Europe sortira de la crise renforcée »

UE Daniel Cohn-Bendit était ce mardi l'invité de la rédaction du « Soir »

► Pour l'ex-eurodéputé écologiste, seule la chancelière Angela Merkel a vraiment une carrure de chef d'État.
► Les autres ?
« Des nains »...

Le 16 avril 2014, à 69 ans, Daniel Cohn-Bendit quittait le Parlement européen, après vingt ans de participation active et de coups d'éclat sous la bannière des Verts. Si sa foi de charbonnier en l'idéal européen n'a pas changé, il commente désormais l'actualité sans plus aucun tabou idéologique. Jusqu'à chanter la louange de la chancelière Angela Merkel...

Ne tournons pas autour du pot : l'Europe va mal. Vous êtes inquiet ?

Le problème, c'est : quelle histoire on veut raconter. La première, c'est de dire, effectivement, que l'Europe va mal, qu'elle ne fait pas ci, qu'elle ne fait pas ça... L'autre, c'est de dire que ce sont les États membres qui vont mal. La vérité, c'est que vous avez 28 pays qui ont une vision utilitariste et instrumentale de l'Europe. Avec, en plus, dans presque chacun d'entre eux, une dégradation politique, une dérive identitaire et populiste, qui bloquent complètement la situation. Ce qui est éternel, c'est qu'on peut facilement démontrer que sans l'Europe, les États membres ne sont rien. Que sans l'Europe, la France a dans le monde l'importance qu'a Andorre au sein de l'Europe, et l'Allemagne, l'importance qu'a le Benelux, peut-être... Mais on n'arrive pas à expliquer, ou on le fait mal, que face à la mondialisation, si on veut garder de la souveraineté, on ne le fera que par l'Europe. C'est ça qui est fou : les souverainistes défendent une souveraineté indéfendable, alors que les seuls vrais souverainistes, ce sont les Européens.

Mais c'est un discours qui ne passe plus...

Je dirais autre chose : c'est un discours que presque plus personne ne tient à droite. Nous ne sommes pas capables, en Eu-

rope, de défendre cette idée de l'intérêt européen. À titre personnel, je pense que non seulement l'Europe peut sortir de cette crise, mais va sortir de cette crise renforcée. Alors peut-être qu'elle en sortira transformée avec un noyau européen plus restreint et un marché européen plus grand – avec des accords privilégiés avec certains pays, de l'Angleterre à la Turquie... Nos démocraties doivent se redéfinir : au niveau régional, national et européen. Voilà le débat.

Vous y croyez ?

Écoutez : si demain, Merkel et Hollande passent un week-end ensemble pour relancer la machine, si Hollande vire Valls et Merkel vire Schäuble, si l'Allemagne lance un grand plan de relance économique et si la France prend 300.000 réfugiés, je suis persuadé qu'en six mois, vous avez un autre climat politique en Europe et que l'Europe peut redémarrer.

Quand vous entendez qu'à Anvers, Bart De Wever et Nicolas Sarkozy raillent Merkel et déclarent que Schengen est mort, qu'est-ce que cela vous inspire comme commentaire ?

Que ce sont deux minus et deux minables qui raillent une déesse. Politiquement, Merkel, ce n'est pas ma tasse de thé, mais c'est le seul chef d'État qui a vraiment une carrure de chef d'État. Les autres, ce sont des nains, des zéros. Elle a commis des tas d'erreurs, sur la Grèce, sur la politique économique, et je suis prêt à la critiquer, mais elle a un sens de la responsabilité politique et aussi – ce que j'avais sous-estimé – de la responsabilité politique pour l'Europe. Et ça, c'est quelque chose qui peut être déterminant.

Pour sa part, Hollande semble plus pressé de faire passer la déchéance de la nationalité que d'ouvrir grand ses frontières...

C'est tellement idiot ! La déchéance nationale ne va pas lui amener une voix ; il va en perdre à gauche et il n'y a pas un type de droite qui va voter pour lui parce qu'il a fait ça. Hollande pense sans doute à sa réélection, mais plus il y pense,

plus il est angoissé parce qu'il commence à comprendre qu'il en est loin.

Si le retrait de la nationalité

n'est pas la solution, que faut-il faire pour lutter contre le djihadisme ?

D'abord, ne pas confondre ceux qui se sont militarisés et tous les jeunes en déshérence. Tous les jeunes qui se sentent mal ne prennent pas les armes, sinon ça irait mal... Vis-à-vis des uns, il faut d'autres politiques, qui reposent la question des inégalités. Et vis-à-vis des autres, il faut un État fort, une police capable et des travailleurs sociaux qui travaillent à la déradicalisation. En Belgique, mais également en France, en Allemagne et dans tous les pays à des degrés différents, on doit se demander, sans se mentir, ce qui n'a pas fonctionné dans

l'histoire de nos immigrations. Et d'autre part, il faut réfléchir à comment intégrer une nouvelle religion dans nos sociétés. Combien de temps l'Europe a-t-elle mis pour intégrer le protestantisme ? Ce fut très long et sanglant. Je crois qu'on en est là, aujourd'hui, avec l'islam. J'ai reçu mardi, par mail, une image formidable : on y voit, à Badalona, en Catalogne, une conseillère municipale de Podemos avec un foulard sur la tête qui marie deux homosexuels. Alors, oui, c'est difficile, mais on avance ! Il y a des milliers de musulmans qui se battent ; aidons-les au lieu de toujours pointer l'islam du doigt. Mais sur le terrorisme, je suis classique : il faut battre Daesh, il faut qu'ils goûtent la défaite.

Avec ou sans Bachar el-Assad ?

D'abord, soyons clairs. Un, vous ne libérez pas Raqqa sans qu'une force militaire ne prenne Raqqa. Deux, aujourd'hui, des milliers de gens fuient Raqqa et vont arriver, je ne sais pas quand, à Bruxelles. C'est comme ça : vous ne pouvez pas vivre à Raqqa – et on pourrait naturellement citer beaucoup d'autres endroits. Ceci acté, par rapport à votre question, il y a les accords de Vienne, qui sont très intelligents. On essaye d'arracher un cessez-le-feu, de mettre en place

un gouvernement de transition, et puis on organise des élections dans deux ans. Mais il est dit qu'à ces élections, tous les réfugiés syriens pourront voter. Les Iraniens et les Russes ont donc acté la défaite d'Assad car, s'il y a des élections, il n'a aucune chance. Maintenant, il faut voir comment coaliser et restructurer les forces qui se battent contre Daesh...

Revenons en France, où on ne parle déjà plus que de l'élection présidentielle. Vous avez dit que Hollande était loin du compte. Mais encore ?...

S'il n'y a pas de primaire à gauche, il n'y aura tout simplement pas de candidat de gauche au deuxième tour. Si au moins on se retrouvait face à un « Le Pen-Juppé », ça nous libérerait... Mais la cata, pour des gens comme moi, ce serait « Le Pen-Sarkozy » ! On serait obligé d'appeler à voter Sarkozy ! Vous voyez un peu ?

Et les Verts, dans tout cela ?

Après les européennes, Europe Écologie avait un boulevard, et on a été incapables d'être à la hauteur de l'envie d'une nouvelle culture politique qu'on avait suscitée. Aujourd'hui, les écologistes ne sont pas crédibles. S'il n'y a pas de primaires à gauche, la déception est telle vis-à-vis de Hollande que je suis persuadé que la moitié des écologistes vont voter Juppé. Mais dans un processus de primaire à gauche, dans un processus de recomposition, les écologistes auraient leur mot à dire. Il y a des attentes écologiques dans une partie de la société française, par-delà le clivage gauche-droite. Le problème, c'est : quelle est la personnalité qui pourrait les incarner ? Aujourd'hui, pour moi, c'est Nicolas Hulot.

Et vous là-dedans ?

J'ai loupé mon coup la dernière fois, avec Europe Écologie. J'aurais dû participer à la primaire de la gauche. Et, comme disait l'autre, quand tu arrives en retard, l'histoire te châtie. Donc, c'est fini pour moi. Et je vais vous dire : je n'en ai pas envie. ■

Propos recueillis par
CHRISTOPHE BERTI
et **WILLIAM BOURTON**